

Guide des parents sur le processus d'admission, d'examen et de renvoi

Avril 2016



Introduction

Ce guide a été élaboré par le leadership à l'échelle nationale pour l'équipe de projet du cadre juridique et la « Texas Education Agency » (**TEA**) en réponse à la prescription du *Code de l'éducation au Texas (TEC)* § 26.0081. Le guide a été conçu pour vous offrir, en tant que parent d'un enfant qui est ou peut être admissible à des services d'éducation spéciale, une meilleure compréhension du processus de l'éducation spéciale ainsi que de vos droits et responsabilités de procédure afin que vous puissiez participer pleinement au processus de prise de décision concernant l'éducation de votre enfant.

La *loi sur l'éducation des personnes handicapées*, de 2004, (**IDEA**, « **Individuals with Disabilities Education Act** ») est la loi fédérale qui régit le processus de l'éducation spéciale. L'un des principaux objectifs de l'IDEA est d'assurer que les enfants handicapés aient à leur disposition une *éducation publique gratuite appropriée (FAPE, « free appropriate public education »)* mettant l'accent sur l'éducation spéciale et les services connexes conçus pour répondre à leurs besoins uniques et les préparer à l'enseignement supérieur, l'emploi et la vie autonome. *Éducation spéciale* signifie une instruction spécialement conçue pour répondre aux besoins uniques d'un enfant ayant un handicap. *Services connexes* désignent les services spéciaux qui sont nécessaires pour soutenir les services d'éducation spéciale des élèves afin qu'ils puissent faire des progrès pour atteindre leurs objectifs académiques et fonctionnels. Les services connexes peuvent inclure des services comme l'ergothérapie, la physiothérapie, l'orthophonie, des services de conseil, des services d'orientation et de mobilité ainsi que des services de transport.

Dans le cadre de l'IDEA, les parents bénéficient d'un grand niveau de participation à chaque étape du processus de l'éducation spéciale. Ce guide décrit les diverses activités qui peuvent avoir lieu au cours de ce processus. Pour vous aider à comprendre davantage vos droits légaux en vertu de l'IDEA, l'école est tenue de vous remettre un exemplaire du document dénommé *[l'Avis de garanties procédurales](#)* à certains moments pendant le processus d'éducation spéciale. Ce document doit vous être fourni au moins une fois par an et lorsque l'une des circonstances suivantes a lieu :

- lorsqu'une évaluation initiale de votre enfant est requise ou réalisée à votre demande ;
- lors de la réception de la première plainte d'état au cours d'une année scolaire ;
- lors de la réception de la première demande d'audience de procédure régulière au cours d'une année scolaire ;
- le jour où la décision d'effectuer un changement disciplinaire de placement est prise ; et
- à votre demande.

Au Texas, l'admissibilité d'un enfant à des services d'éducation spéciale et la plupart des décisions importantes au sujet du programme d'éducation spéciale des enfants sont prononcées par un comité d'*admission, d'examen et de renvoi (ARD, « admission, review, and dismissal »)*. Vous pouvez également entendre parler de ce groupe comme l'équipe du *programme éducatif personnalisé (IEP, « individualized education program »)*, qui est le terme utilisé dans la loi fédérale. Si un comité ARD était formé pour votre enfant, vous seriez un membre de ce comité.

Ce guide sera mis à jour périodiquement, à chaque fois que des modifications relatives aux exigences de l'éducation spéciale au niveau fédéral et de l'état se produiront. Une version électronique et imprimable est disponible sur la page Web du Centre du service d'éducation de la région 18, dans le cadre juridique du processus d'éducation spéciale axée sur l'enfant sur <http://framework.esc18.net/>.

Table des matières

Introduction	i
Intervention auprès de la petite enfance	1
Assistance de l'enfant en âge scolaire	1
Réponse à l'intervention	1
Orientation vers une évaluation initiale	2
Préavis écrit	2
Autorisation parentale	2
Évaluation initiale	3
Réunions du comité d'admission, d'examen et de renvoi	4
Admissibilité	5
Programme éducatif personnalisé	6
Niveaux actuels de réussite scolaire et performance fonctionnelle	7
Objectifs annuels	7
Éducation spéciale, services connexes et, aides et services supplémentaires	7
Évaluations de l'État	7
Transition	8
Étudiants adultes	8
Enfants atteints d'autisme	8
Enfants qui sont sourds ou malentendants	9
Enfants qui sont aveugles ou malvoyants	9
Plans d'intervention comportementale	9
Services d'année scolaire prolongée	9
Placement	10
Décision du Comité ARD	10
Copie de l'IEP	11
Examen du Programme éducatif personnalisé	11
Réévaluation	11
Évaluation d'éducation indépendante	12
Rétractation de consentement concernant les services	12
Obtention de diplôme	13
Discipline	14
Audience de procédure régulière accélérée	16
Résolution des différends	16
Aide supplémentaire	16
Calendrier Processus d'éducation spéciale axée sur l'enfant	17

GUIDE DES PARENTS SUR LE PROCESSUS D'ADMISSION, D'EXAMEN ET DE RENVOI

Intervention auprès de la petite enfance

En plus de fournir une assistance aux enfants handicapés en âge scolaire, l'IDEA prévoit une assistance aux nourrissons et aux jeunes enfants handicapés ainsi qu'à leurs familles par le biais de services d'intervention précoce. Le *Département des services d'assistance et de réadaptation du Texas (DARS, « Department of Assistive and Rehabilitation Services »)* est l'organisme qui administre le programme d'*Intervention auprès de la petite enfance (ECI, « Early Childhood Intervention »)* qui aide les enfants de moins de trois ans qui ont des retards de développement ainsi que leurs familles. Plus d'informations sur le DARS sont disponibles sur <http://www.dars.state.tx.us/ecis/index.shtml>.

Au moins 90 jours calendaires avant qu'un enfant en bas-âge qui reçoit des services d'ECI atteigne l'âge de trois ans, une réunion sera programmée afin de faciliter la transition familiale entre les services d'ECI et les services d'éducation spéciale, le cas échéant. Pas tous les enfants qui reçoivent des services d'ECI ne seront admissibles aux services d'éducation spéciale. Si l'enfant est admissible, les services d'éducation spéciale devront être mis à la disposition de l'enfant dès son troisième anniversaire. « *Beyond ECI* » est une publication qui contient des informations sur la transition entre programme de la petite enfance et l'éducation spéciale. Cette publication est disponible sur <http://www.dars.state.tx.us/ecis/publications/EngTransition.pdf>.

Assistance de l'enfant en âge scolaire

Si vous avez des préoccupations au sujet de l'apprentissage ou du comportement de votre enfant en âge scolaire, la première étape est de parler de vos préoccupations à l'enseignant de votre enfant ou au directeur de l'école. Si cette étape n'est pas fructueuse, vous devriez demander au personnel scolaire de vous orienter vers l'équipe de soutien aux étudiants du campus. Il s'agit d'une équipe d'enseignants et d'autres membres du personnel qui se réunissent régulièrement pour répondre à tout problème d'apprentissage ou de comportement rencontré par les enfants.

Avant qu'un enfant qui éprouve des difficultés scolaires dans le cadre d'une éducation générale soit orienté vers une évaluation d'éducation spéciale, l'enfant devra être considéré par tous les services de soutien offerts à l'ensemble des enfants. Ces services peuvent comprendre, sans s'y limiter : cours, services de rattrapage, services compensatoires, réponse à l'intervention scientifique fondée sur la recherche et autres services de soutien scolaire ou de comportement.

Réponse à l'intervention

La loi fédérale préconise aux écoles de se concentrer sur l'aide à l'apprentissage de tous les enfants par la résolution précoce des problèmes. La *Réponse à l'intervention (RtI, « Response to Intervention »)* est une approche que de nombreuses écoles utilisent pour identifier et aider les enfants qui risquent de ne pas atteindre les résultats scolaires standards. Les éléments de base d'une approche RtI sont : la fourniture d'une instruction et d'interventions scientifiques en classe fondées sur la recherche, le suivi et la mesure des progrès de l'enfant en réponse aux interventions, et l'utilisation de ces mesures de progrès pour prendre des décisions éducatives.

L'approche RtI comprend un système d'interventions à plusieurs niveaux dans lequel chaque

niveau ou palier représente un niveau de plus en plus intense des services. Les interventions réalisées auprès d'un enfant seront ajustées régulièrement en fonction du contrôle des progrès jusqu'à ce que l'enfant progresse de manière adéquate. Les enfants pour lesquels les interventions initiales n'ont pas d'effet dans un délai de temps raisonnable se verront attribuer des interventions plus intensives, comme le suggère la recherche.

Un enfant n'a pas besoin d'évoluer à travers tous les paliers du système RtI pour qu'une référence à l'éducation spéciale soit réalisée. Une fois qu'il est évident que les interventions d'enseignement général ne sont pas suffisantes, le personnel scolaire devrait soupçonner que l'enfant a un handicap et lancer le processus de réorientation. Les parents peuvent également demander une réorientation à tout moment, indépendamment du fait que l'enfant reçoive des interventions via le système RtI.

L'un des avantages d'une approche RtI est qu'elle permet aux enfants de recevoir de l'aide rapidement dans le cadre de l'éducation générale. En outre, une approche RtI peut potentiellement réduire le nombre d'enfants réorientés vers les services d'éducation spéciale, car elle permet de différencier les enfants dont les problèmes de résultats sont dus à des problèmes tels que le manque d'instruction préalable, des enfants dont les problèmes sont dus à un trouble d'apprentissage. Plus d'informations sur le processus RtI sont disponibles sur <http://tea.texas.gov/index2.aspx?id=2147500224>.

Recommandation d'évaluation initiale

Une école a le devoir d'effectuer une recommandation d'évaluation initiale de services d'éducation spéciale à chaque fois qu'elle soupçonne un enfant d'avoir un handicap et besoin de services d'éducation spéciale en vertu de l'IDEA. Vous pouvez également solliciter une évaluation initiale pour votre enfant à tout moment.

Si vous faites une demande écrite au directeur d'un organisme éducatif local de services d'éducation spéciale ou à un employé administratif de district concernant une évaluation initiale pour des services d'éducation spéciale, l'école doit, au plus tard 15 jours après que l'école a reçu la demande, vous remettre soit : 1) un préavis écrit de sa proposition de procéder à une évaluation, un exemplaire de l'[Avis de garanties procédurales](#), et la possibilité de donner son consentement écrit pour l'évaluation ; ou 2) un préavis écrit de son refus d'évaluer votre enfant et un exemplaire de l'[Avis de garanties procédurales](#).

Préavis écrit

Un de vos droits en vertu l'IDEA est de recevoir *un préavis écrit* à propos de certaines actions concernant votre enfant avant que l'école ne réalise effectivement ces actions. Plus précisément, une école doit vous remettre un préavis écrit quand elle :

- propose d'initier ou de modifier l'identification, l'évaluation, le programme éducatif, le placement scolaire de votre enfant ou la fourniture d'une FAPE à votre enfant (y compris un changement provoqué par votre révocation du consentement quant à la fourniture continue d'éducation spéciale et des services connexes) ; ou
- refuse d'initier ou de modifier l'identification, l'évaluation, le programme éducatif, ou le placement scolaire de votre enfant ou la fourniture d'une FAPE à votre enfant.

Un préavis écrit doit être remis au moins cinq jours scolaires avant que les actions, que l'école propose ou refuse de prendre, n'aient lieu, à moins que vous acceptiez un délai plus court. L'école doit vous remettre un préavis écrit indépendamment du fait que vous ayez accepté le changement ou que vous l'ayez sollicité.

Autorisation parentale

Il y a certaines activités dans le processus de l'éducation spéciale qui ne peuvent avoir lieu que si l'école obtient votre consentement. L'école doit vous informer pleinement de toutes les informations nécessaires pour être en mesure de prendre une bonne décision, y compris une description de l'activité proposée. L'information doit être dans votre langue maternelle ou tout autre mode de communication. Si des documents doivent être émis, l'école devra les énumérer et indiquer à qui ils seront remis.

Lorsque vous donnez votre consentement, cela signifie que vous comprenez et acceptez par écrit que l'école mène à bien l'activité pour laquelle le consentement est sollicité. Il est important que vous compreniez que le consentement est volontaire et qu'il peut être révoqué à tout moment avant que l'activité n'ait lieu. Toutefois, si vous révoquez votre consentement pour une activité, cela n'est pas rétroactif.

Voici des exemples d'activités qui nécessitent votre consentement :

- évaluer votre enfant pour la première fois ;
- réévaluer votre enfant si plus d'informations sont nécessaires ;
- fournir une éducation spéciale et des services connexes pour la première fois ;
- excuser la participation d'un membre du comité ARD à une réunion du comité ARD ; et
- inviter un représentant d'un organisme participant qui est susceptible d'être responsable de fournir ou de payer des services de transition secondaires.

Évaluation initiale

Si vous donnez votre consentement pour une évaluation initiale, l'école procédera à une évaluation de votre enfant dans tous les domaines de handicap soupçonnés afin de déterminer si votre enfant a un handicap et pour déterminer ses besoins éducatifs. Le processus d'évaluation de votre enfant doit :

- comprendre des informations sur votre enfant quant à ses performances académiques, fonctionnelles et de développement ;
- être administré par du personnel qualifié et compétent ;
- être administré dans la langue maternelle de votre enfant ou tout autre mode de communication ; et
- être impartial, ou conçu de telle sorte qu'il empêche toute discrimination contre votre enfant, indépendamment de son contexte culturel, ethnique ou handicap.

L'évaluation initiale et le rapport qui en résulte doivent être accomplis au plus tard 45 jours scolaires à partir du jour où l'école reçoit votre consentement écrit, sauf que si votre enfant a été absent de l'école pendant la période d'évaluation pendant trois jours scolaires ou plus, la période d'évaluation devra alors être prolongée par le nombre de jours scolaires égal au nombre de jours scolaires où votre enfant a été absent. L'école doit vous remettre une copie du rapport d'évaluation sans frais.

Si votre enfant a moins de cinq ans avant le 1er septembre de l'année scolaire et qu'il n'est pas inscrit à l'école publique, ou qu'il est inscrit dans un cadre privé ou à l'école à domicile indépendamment son âge, l'évaluation initiale et le rapport qui en découle devront être accomplis au plus tard 45 jours scolaires à partir du jour où l'école reçoit votre consentement écrit.

Il y a une exception au délai de 45 jours scolaires si l'école reçoit votre consentement pour l'évaluation initiale au moins 35 jours scolaires, mais moins de 45, avant la dernière journée d'enseignement de l'année scolaire. Dans ce cas, le rapport écrit doit être rempli et vous

être remis avant le 30 Juin de cette année. Cependant, si votre enfant est absent de l'école pendant trois jours ou plus au cours de la période d'évaluation, la date limite du 30 juin n'est plus de rigueur. Au lieu de cela, le délai général de 45 jours d'école, plus les prolongements pour les absences de trois jours ou plus, sera applicable.

Si vous ne consentez pas à l'évaluation initiale, l'école peut, mais n'a pas à, poursuivre l'évaluation en sollicitant la médiation ou une audience de procédure régulière. Si l'école décide de ne pas poursuivre l'évaluation, l'école ne viole pas l'exigence prévue par l'IDEA consistant à identifier, localiser et évaluer tous les enfants handicapés qui ont besoin d'une éducation spéciale et de services connexes. Cette exigence s'appelle le *devoir de Recherche d'enfants* (« *Child find duty* »).

Réunions du comité d'admission, d'examen et de renvoi

Une fois que le rapport d'évaluation initiale est terminé, un comité ARD doit être formé pour examiner le rapport et déterminer si votre enfant est admissible à l'éducation spéciale et aux services connexes. Les membres du comité de l'ARD se composent de la façon suivante :

- vous, les parents ;
- au moins un professeur d'éducation régulière de l'enfant ;
- au moins un professeur d'éducation spéciale ou un fournisseur de l'enfant ;
- un représentant de l'école ;
- une personne étant en mesure d'interpréter les implications pédagogiques des résultats de l'évaluation ;
- d'autres personnes ayant une connaissance ou une expertise particulière en ce qui concerne l'enfant et sont invitées par vous ou par l'école ;
- le cas échéant, l'enfant ;
- dans la mesure appropriée, avec votre consentement écrit ou avec le consentement écrit de l'étudiant adulte, un représentant de tout organisme participant qui est susceptible d'être responsable de fournir ou de payer les services de transition ;
- un représentant de la carrière et de l'enseignement technique, de préférence le professeur, si un placement initial ou continu dans une carrière ou un enseignement technique sont envisagés pour l'enfant ; et
- un membre du personnel professionnel qui est membre du comité d'évaluation de la maîtrise de la langue, si l'enfant est identifié comme un étudiant de la langue anglaise.

Le comité ARD comprend également, selon le cas :

- un professeur agréé dans l'éducation des élèves ayant une déficience de l'audition, si l'enfant a une déficience auditive suspectée ou avérée ;
- un professeur agréé dans l'éducation des élèves ayant une déficience visuelle, si l'enfant a une déficience visuelle suspectée ou avérée ;
- un professeur agréé dans l'éducation des élèves ayant une déficience visuelle et un professeur agréé dans l'éducation des élèves ayant une déficience de l'audition, si l'enfant a une surdité suspectée ou avérée.

L'école doit vous inviter à chaque réunion du comité ARD concernant votre enfant et faire les efforts nécessaires pour assurer la participation d'un ou des deux parents. Un avis écrit de la réunion doit vous être remis au moins cinq jours scolaire avant la réunion, à moins que vous accordiez un délai plus court. L'avis écrit doit inclure l'objet, l'heure, le lieu de la réunion, et une liste des personnes qui seront présentes à la réunion. Si vous ne parlez pas l'anglais, l'école doit vous fournir cet avis dans votre langue natale, à moins que cela ne soit clairement pas faisable. Si votre langue natale n'est pas écrite, l'école doit prendre les

mesures nécessaires pour s'assurer que l'avis est transmis oralement ou par tout autre moyen de sorte à ce que vous le compreniez.

La réunion du comité ARD doit avoir lieu à un endroit favorable pour vous et l'école. Si l'heure ou la date que l'école propose ne vous convient pas, l'école devra faire des efforts raisonnables pour trouver un moment où vous serez en mesure de vous réunir. Si aucun des parents ne peut assister à la réunion, vous pouvez participer par d'autres moyens tels que par téléphone ou vidéoconférence. Si l'école ne réussit pas à vous convaincre d'y assister, alors l'école peut organiser la réunion sans vous.

Un membre du comité ARD peut être dispensé d'assister à toute ou partie d'une réunion du comité ARD lorsque sa présence n'est pas nécessaire car le domaine du programme ou du service connexe de la personne n'est modifié ou discuté à la réunion. Vous devez accepter par écrit cette dispense.

Un membre du comité ARD peut également être dispensé de participer à une réunion du comité ARD lorsque la réunion implique une modification ou une discussion sur le domaine du programme ou du service connexe du membre, si vous et l'école acceptez cette dispense par écrit et que la personne étant dispensée soumet sa contribution écrite dans le développement de l'IEP avant la réunion.

Admissibilité

Il y a un examen en deux parties pour déterminer si votre enfant est admissible à l'éducation spéciale et aux services connexes : (1) votre enfant doit avoir un handicap ; et (2) en conséquence de ce handicap, votre enfant doit avoir besoin d'éducation spéciale et de services connexes pour bénéficier d'éducation. Pour satisfaire à la première partie de l'examen en deux parties concernant l'admissibilité, un enfant entre 3 et 21 ans, sauf indication contraire, doit répondre aux critères d'une ou plusieurs des catégories de handicap énumérées ci-dessous :

- déficience auditive (depuis la naissance),
- autisme,
- surdité (depuis la naissance) ;
- troubles émotifs ;
- déficience intellectuelle ;
- pluri-handicap ;
- petite enfance non catégorielle (trois à cinq ans) ;
- troubles orthopédiques ;
- autres troubles de santé ;
- troubles d'apprentissage spécifiques ;
- troubles de parole ou de langue ;
- lésion cérébrale traumatique ; ou
- déficience visuelle (y compris la cécité depuis la naissance).

Le Comité ARD doit déterminer l'admissibilité dans les 30 jours civils suivant la date d'achèvement du rapport d'évaluation initiale. Si le 30^e jour tombe pendant l'été et que l'école n'est pas ouverte, le Comité ARD aura jusqu'au premier jour de classes en automne pour prendre les décisions relatives à la détermination de l'admissibilité initiale, les IEP ou les placements ; à moins que l'évaluation initiale indique que l'enfant aura besoin de services *d'année scolaire prolongée (ESY)* durant cet été-là.

Si, toutefois, l'école a reçu votre consentement pour une évaluation initiale au moins 35 jours scolaires, mais moins de 45 jours scolaires, avant le dernier jour d'enseignement de l'année scolaire et que votre enfant n'était pas absent trois jours ou plus entre le moment

où vous avez donné votre consentement et le dernier jour d'enseignement (c.-à-d., les conditions sont réunies pour la réception du rapport d'évaluation avant le 30 juin) , le Comité ARD doit, au plus tard le 15^e jour scolaire de l'année scolaire prochaine, examiner le rapport d'évaluation, sauf si l'évaluation indique que votre enfant aura besoin de services ESY durant cet été-là. Si l'évaluation indique que votre enfant a besoin de services ESY pendant l'été, le Comité ARD doit répondre aussi rapidement que possible pour envisager l'évaluation de l'enfant.

Pas tous les apprenants ayant des difficultés ne sont admissibles aux services d'éducation spéciale. Si les problèmes de votre enfant sont principalement liés à un manque d'instruction appropriée en lecture ou en maths ou dus au fait que votre enfant a une maîtrise limitée de l'anglais, votre enfant n'est pas admissible aux services d'éducation spéciale. Si l'évaluation indique que votre enfant n'a pas de handicap, l'équipe de soutien du campus peut se réunir et recommander d'autres services ou programmes d'éducation pour aider votre enfant en général.

Si l'évaluation indique que votre enfant a un handicap, le Comité ARD doit alors répondre à la deuxième partie du test d'admissibilité en deux parties en décidant si votre enfant a besoin d'éducation spéciale et de services connexes pour bénéficier d'éducation. Si votre enfant n'a pas un besoin éducatif de services d'éducation spéciale, il n'est pas admissible pour ces services.

Programme éducatif personnalisé

Si votre enfant est admissible à des services d'éducation spéciale, l'école est tenue de lui procurer une FAPE dans un environnement moins restrictif. Ceci est accompli à travers le développement du Comité ARD d'un IEP et la mise en œuvre de l'IEP par l'école. Avant, l'école peut fournir une éducation spéciale initiale et des services connexes ; cependant, elle doit obtenir votre consentement pour les services. L'école doit faire des efforts raisonnables pour obtenir votre consentement pour la prestation initiale des services. Si vous ne consentez pas à la prestation initiale des services, l'école ne peut pas solliciter de médiation ou demander une audience de procédure régulière pour remplacer votre refus de consentement aux services. Aucune éducation spéciale et services connexes ne seront fournis si vous refusez de donner votre consentement.

Les principales composantes de l'IEP sont :

- *les résultats scolaires et les performances fonctionnelles de votre enfant (PLAAFP, « **present levels of academic achievement and functional performance** ») ;*
- les objectifs annuels ;
- une description de l'éducation spéciale, des services connexes et, des aides et services supplémentaires qui seront fournis ;
- des informations au sujet de la façon dont votre enfant participera à des évaluations au niveau de l'État et du district ;
- des services de transition, lorsque adaptés à l'âge ; et
- d'autres aspects qui doivent être abordés pour les enfants ayant certains handicaps, besoins ou circonstances.

La TEA a mis au point un modèle de formulaire disponible sur <http://tea.texas.gov/index2.aspx?id=2147504486>. L'école de votre enfant peut utiliser ce modèle de formulaire ou un autre formulaire.

Dans le développement de l'IEP, il y a plusieurs choses que l'ARD doit envisager, y compris :

- les points forts de votre enfant ;
- vos préoccupations pour améliorer l'éducation de votre enfant ;
- les résultats de l'évaluation la plus récente de votre enfant ; et
- les besoins scolaires, développementaux et fonctionnels de votre enfant.

En outre, le Comité ARD doit aborder les facteurs spéciaux pour certains enfants de la façon suivante :

- envisager l'utilisation d'interventions, aides et autres stratégies comportementales positives pour corriger le comportement lorsque le comportement de l'enfant empêche d'apprentissage ;
- tenir compte des besoins en langue de l'enfant car ces besoins se rapportent à l'IEP de l'enfant lorsque l'enfant est considéré comme un enfant ayant une connaissance limitée de l'anglais ;
- fournir un enseignement en braille et l'utilisation du braille, sauf si le Comité constate que l'instruction en braille ou l'utilisation du braille n'est pas appropriée pour l'enfant lorsque l'enfant est aveugle ou a une déficience visuelle ;
- tenir compte des besoins de communication de l'enfant et pour un enfant qui est sourd ou malentendant, tenir compte des besoins de l'enfant en langue et communication, les possibilités de communications directes avec les pairs et du personnel spécialisé dans la langue de l'enfant et son mode de communication, son niveau académique et toute la gamme des besoins, y compris les opportunités d'enseignement direct dans la langue de l'enfant et son mode de communication ; et
- examiner si l'enfant a besoin d'appareils et de services technologiques d'assistance.

Niveaux actuels de réussite scolaire et performance fonctionnelle

L'IEP doit contenir une déclaration de PLAAFP de votre enfant. Cette déclaration doit comprendre comment la déficience affecte la participation et les progrès réalisés dans le programme général. Si votre enfant est un enfant d'âge préscolaire, la déclaration doit expliquer comment la déficience affecte sa participation à des activités appropriées à son âge.

Objectifs annuels

L'IEP doit contenir des objectifs annuels mesurables, conçus pour répondre aux besoins de votre enfant résultant de son handicap, afin qu'il ou elle puisse être impliqué(e) et progresser dans le programme général. Ces objectifs doivent aussi aborder les autres besoins éducatifs qui résultent du handicap de l'enfant. L'IEP doit décrire comment les progrès de votre enfant vers les objectifs annuels seront mesurés ainsi que le moment où les rapports d'activité vous seront remis.

Éducation spéciale, services connexes et, aides et services supplémentaires

Le Comité ARD décide quels services sont nécessaires pour :

- permettre à l'enfant d'avancer correctement vers la réalisation des objectifs annuels ;
- être impliqué et progresser dans le programme général (y compris la participation aux activités parascolaires et non-académiques) ; et
- être éduqué et participer avec les enfants non handicapés.

L'IEP doit inclure une déclaration de nécessité d'éducation spéciale, de services connexes et d'aides supplémentaires et de services devant être fournis à votre enfant ou au nom de votre enfant. Ces services doivent être basés sur des recherches évaluées par les pairs dans

la mesure du possible.

En outre, l'IEP doit contenir une mention de toute modification de programme nécessaire et des supports qui seront fournis, pour le personnel scolaire. L'IEP doit aussi inclure la date prévue pour le début des services et des modifications ainsi la fréquence prévue, l'emplacement, et la durée des services et des modifications.

Évaluations de l'État

Selon la loi fédérale, les évaluations de l'État doivent être réalisées auprès de tous les enfants afin de déterminer si les écoles ont réussi à enseigner aux enfants les normes de contenu académique de l'État. Au Texas, les normes de contenu académique sont connues comme les connaissances et les compétences essentielles du Texas et elles sont disponibles sur le site Web de la TEA : <http://tea.texas.gov/index2.aspx?id=6148> . Les enfants qui reçoivent des services d'éducation spéciale passeront les évaluations appropriées de l'État dont le contenu est basé sur le niveau des résultats.

Si le comité ARD détermine que des adaptations sont nécessaires pour que votre enfant participe aux évaluations, l'IEP doit contenir une liste des mesures d'adaptation appropriées. Des informations concernant les adaptations sont disponibles sur <http://tea.texas.gov/student.assessment/accommodations/>.

Si le comité ARD détermine que votre enfant doit passer une autre évaluation que l'évaluation spécifique de l'État ou du district, des justifications doivent être fournies sur les raisons pour lesquelles l'enfant ne peut pas participer à l'évaluation régulière et pourquoi l'évaluation alternative spécifique qui a été choisie est appropriée pour l'enfant. En outre, l'IEP de votre enfant doit contenir une description des repères ou des objectifs à court terme dans le cadre des objectifs annuels de l'enfant.

Si votre enfant n'obtient pas des résultats satisfaisants à une évaluation de l'État, le comité ARD devra aborder la manière dont l'enfant participera à un programme d'instruction accélérée ou un programme intensif d'instruction.

Transition

L'IDEA et le droit de l'État exigent que l'IEP dirigé aux élèves plus âgés aborde les services de transition. Cependant, l'âge auquel la planification de la transition doit commencer diffère en fonction du droit fédéral et étatique. *Les services de transition* sont un ensemble d'activités coordonnées visant à faciliter le passage de l'enfant de l'école à des activités postsecondaires. La planification étatique de la transition doit commencer à l'âge de 14 ans (par exemple, la participation appropriée des élèves et des parents dans la transition de l'élève à la vie en dehors du système scolaire public, les possibilités d'études postsecondaires, l'évaluation professionnelle fonctionnelle, les buts et les objectifs d'emploi, les buts et objectifs de vie autonome, et les circonstances appropriées pour vous orienter, vous ou votre enfant, vers une agence gouvernementale pour la prestation des services).

La loi fédérale exige qu'elle commence au plus tard lors du premier IEP, afin d'être effective lorsque l'enfant atteint les 16 ans, ou avant si cela est jugé approprié par le comité ARD ; le PEI doit inclure des objectifs post-secondaires mesurables appropriés fondés sur des évaluations de transition adaptées à l'âge en rapport avec la formation, l'éducation, l'emploi et, le cas échéant, les compétences de vie autonome. L'IEP doit inclure les services de transition nécessaires pour aider l'enfant à atteindre ces objectifs.

Votre enfant doit être invité à la réunion du comité ARD lorsque les services de transition seront abordés. De plus, dans la mesure appropriée, avec votre consentement écrit ou avec

le consentement écrit de l'étudiant adulte, l'école peut inviter un représentant de tout organisme participant qui est susceptible d'être responsable de fournir ou de payer les services de transition.

Étudiants adultes

Au moins un an avant que votre enfant atteigne l'âge de la majorité (18 ans en vertu de la loi du Texas), l'IEP doit inclure la déclaration que votre enfant a été informé de ses droits en vertu de l'IDEA, le cas échéant, ceux qui lui seront transférés à l'âge de la majorité. Sauf si votre enfant est déterminé être incapable en vertu du droit de l'État et que vous êtes nommé par un tribunal en tant que tuteur légal, vos droits en vertu l'IDEA seront transférés à votre enfant adulte à 18 ans, excepté le fait que tous les avis requis par l'IDEA vous seront remis en même temps qu'à votre enfant. Toutefois, ces avis ne seront pas destinés à vous inviter à assister aux réunions. Vous ne pouvez assister aux réunions que si votre enfant adulte vous y invite ou donne la permission à l'école de vous inviter.

Enfants atteints d'autisme

Pour un enfant atteint d'autisme, il y a 11 stratégies qui doivent être considérées, sur la base de pratiques pédagogiques évaluées par des pairs et fondées sur la recherche, dans la mesure du possible. Si nécessaire, ces stratégies doivent être abordées dans l'IEP. Dans le cas contraire, l'IEP doit inclure une déclaration à cet effet et la base sur laquelle la décision a été prise. Les stratégies supplémentaires que le comité ARD doit prendre en compte sont :

- les programmes d'éducation prolongée ;
- les horaires quotidiens reflétant le temps minimum non structuré ;
- la formation à domicile et en communauté, ou des alternatives viables ;
- les stratégies positives de soutien du comportement ;
- la planification de l'avenir ;
- la formation et le soutien aux parents/la famille ;
- le rapport enfant/personnel adapté pour des activités définies ;
- les interventions de communication ;
- les compétences et stratégies sociales et de soutien ;
- le soutien professionnel éducateur/personnel ; et
- les stratégies d'enseignement fondées sur des pratiques basées sur la recherche et évaluées par les pairs.

Enfants qui sont sourds ou malentendants

Pour un enfant qui est sourd ou malentendant, le comité ARD doit tenir compte de ce qui suit concernant l'enfant :

- ses besoins linguistiques et de communication ;
- ses possibilités de communications directes avec les pairs et le personnel professionnel dans le mode de langage et de communication de l'enfant ;
- son niveau académique ; et
- la gamme complète des besoins de l'enfant, y compris les possibilités d'un enseignement direct dans le mode de langage et de communication de l'enfant.

Enfants qui sont aveugles ou malvoyants

Pour un enfant qui est aveugle ou malvoyant, le comité ARD doit tenir compte de ce qui suit concernant l'enfant :

- un enseignement de la lecture et de l'écriture en braille et l'utilisation du braille ;

- ses compétences compensatoires, comme le braille et le développement de concept, et d'autres compétences nécessaires pour accéder au reste du programme ;
- l'enseignement de l'orientation et la mobilité ;
- ses compétences d'interaction sociale ;
- la planification de sa carrière ;
- les technologies d'assistance, y compris les dispositifs optiques ;
- ses compétences de vie autonome ;
- les loisirs et les activités de plaisir ;
- l'autodétermination ; et
- l'efficacité sensorielle.

Plans d'intervention comportementale

Si le comité ARD détermine qu'un plan d'amélioration du comportement ou qu'un *plan d'intervention comportementale* (**BIP**, « **behavioral intervention plan** ») convient à votre enfant, ce plan doit être inclus dans le cadre de l'IEP de votre enfant et remis à chaque enseignant étant responsable de l'éducation de votre enfant.

Services d'année scolaire prolongée

Le comité ARD doit examiner si votre enfant est admissible aux services ESY (« Extended School Year »). Votre enfant est admissible aux services ESY si, dans un ou plusieurs domaines critiques abordés dans l'IEP actuel de votre enfant, votre enfant a montré, ou il peut raisonnablement être prévu qu'il montre, une régression grave ou importante qui ne peut être surmontée dans un délai de temps raisonnable. Le terme *régression grave ou importante* signifie que l'enfant a été, ou sera, incapable de conserver un ou plusieurs acquis des compétences essentielles en l'absence des services ESY.

Si le comité ARD détermine que votre enfant a besoin des services ESY, l'IEP doit identifier quels buts et objectifs de l'IEP devront être poursuivis lors des services ESY. Si votre école n'envisage pas les services ESY à la réunion annuelle du comité ARD de votre enfant, vous pouvez demander au comité ARD de votre enfant d'analyser l'admissibilité aux services ESY. Des informations sur les services de ESY sont disponibles sur http://tea.texas.gov/Curriculum_and_Instructional_Programs/Special_Education/Programs_and_Services/Extended_School_Year_Services_for_Students_with_Disabilities/.

Placement

L'IDEA exige qu'un enfant ayant un handicap fasse sa scolarité dans un *environnement moins restrictif*. Cela signifie que votre enfant doit suivre sa scolarité avec des enfants n'ayant pas de handicap dans la mesure du possible. Le retrait de votre enfant de l'environnement éducatif régulier peut avoir lieu seulement si la nature ou la gravité de son handicap est telle que l'enseignement dans des classes régulières avec la mise en œuvre d'aides et de services supplémentaires ne peut pas être réalisé de manière satisfaisante.

Les *aides et services supplémentaires* désignent les aides, services, et autres supports fournis dans les classes de l'enseignement ordinaire, dans d'autres contextes liés à l'éducation, et dans des contextes extrascolaires et non académiques, pour permettre aux enfants handicapés d'être scolarisés avec les enfants non handicapés dans la mesure du possible.

Une partie essentielle du processus de l'éducation spéciale consiste à déterminer le placement éducatif approprié pour la mise en œuvre de l'IEP d'un enfant. Le placement se réfère aux points le long du parcours des options de placement (c.-à-d., classes ordinaires, classes spéciales, écoles spéciales, enseignement à domicile, enseignement dans les

hôpitaux et les institutions) disponibles pour un enfant ayant un handicap. Le placement ne fait pas référence à l'emplacement physique spécifique ou au site où les services seront fournis. Le comité ARD détermine le placement éducatif en fonction de l'IEP de l'enfant.

Décision du Comité ARD

La décision du comité ARD concernant les éléments nécessaires de l'IEP doit être prise par accord mutuel des membres, si possible. Cette entente mutuelle est appelé *un consensus*. Le comité ARD doit chercher à obtenir un consensus, mais l'école a la responsabilité ultime de veiller à ce que l'IEP comprenne les services dont votre enfant a besoin pour recevoir une FAPE. Il n'est pas favorable que le comité ARD prenne des décisions basées sur un vote majoritaire.

Si vous êtes en désaccord avec les décisions du comité ARD, il vous sera proposé une seule occasion d'obtenir une suspension du comité pour une période ne dépassant pas les 10 jours scolaires à moins que vous et l'école l'ayez accordé autrement mutuellement. Si vous acceptez la proposition de suspension et d'ajournement de la réunion, le comité ARD devra planifier la réunion ajournée à une date et lieu convenus mutuellement. Toutefois, si la présence de votre enfant sur le campus représente un danger de blessures pour votre enfant ou les autres, ou si votre enfant a commis une infraction soumise à expulsion ou une infraction qui peut conduire à un placement dans un programme d'éducation alternative disciplinaire, le comité ARD n'est pas tenu de suspendre la réunion, même si vous n'êtes pas d'accord avec les décisions du comité ARD. Pendant une suspension, les membres doivent envisager des alternatives, recueillir des informations supplémentaires, préparer de nouveaux documents et/ou obtenir la participation de personnes supplémentaires qui pourront permettre au comité ARD d'arriver à un commun accord. Si le comité ARD se réunit à nouveau et que vous continuez d'être en désaccord, à moins que le désaccord n'implique la prestation initiale de services pour lesquels le consentement est requis, l'école doit mettre en œuvre l'IEP qu'elle a décidé être approprié pour votre enfant.

Quand un commun accord n'est pas obtenu, une déclaration écrite de la base du désaccord doit être incluse dans l'IEP. Si vous êtes en désaccord avec une décision du comité ARD, on doit vous la possibilité d'écrire votre propre déclaration de désaccord. L'école doit vous fournir un préavis écrit d'au moins cinq jours scolaires avant la mise en œuvre de l'IEP, à moins que vous vous acceptiez un délai plus court.

Le comité ARD peut également opter pour une suspension pour des raisons autres que le défaut d'accord sur tous les éléments requis de l'IEP.

Copie de l'IEP

L'école doit vous fournir une copie de l'IEP de votre enfant sans frais. Si vous ne parlez pas anglais et que votre langue natale est l'espagnol, l'école doit vous fournir une copie écrite ou un enregistrement audio de l'IEP de votre enfant, traduit en espagnol. Si vous ne parlez pas anglais et que votre langue natale n'est pas l'espagnol, l'école doit entreprendre, en bonne foi, de fournir une copie écrite ou un enregistrement audio de l'IEP de votre enfant, traduit en espagnol. Si vous ne parlez pas anglais et que votre langue natale n'est pas une langue écrite, l'école doit entreprendre, en bonne foi, de transmettre oralement ou par un autre moyen l'IEP de votre enfant dans votre langue natale. Une traduction écrite signifie que le texte de l'IEP de votre enfant est traduit à l'écrit. L'école peut vous fournir un enregistrement audio de la réunion du comité ARD si vous avez été aidé par un interprète ou une traduction de la réunion, du moment que tout le contenu de l'IEP de votre enfant est traduit oralement et enregistré.

Examen du Programme éducatif personnalisé

Le comité ARD doit se réunir au moins une fois par an pour examiner l'IEP de votre enfant et déterminer si les objectifs annuels sont en phase d'être atteints. Le comité ARD peut se réunir plus souvent que chaque année pour réviser l'IEP de votre enfant, le cas échéant, pour traiter :

- un manque de progrès attendus vers les objectifs annuels et dans le programme général ;
- les résultats de toute réévaluation ;
- des informations sur l'enfant fournies par ou aux parents ;
- les besoins prévus de l'enfant ; ou
- d'autres sujets.

Vous pouvez solliciter une réunion du comité ARD pour discuter des préoccupations éducatives concernant votre enfant. L'école doit soit vous accorder une réunion soit, dans les cinq jours scolaires, vous remettre un avis écrit expliquant les raisons pour lesquelles l'école refuse de convoquer une réunion. Si vous ne parlez pas anglais, l'école doit fournir cet avis dans votre langue natale, à moins que cela ne soit clairement pas possible. Si votre langue natale n'est pas une langue écrite, l'école doit prendre des mesures pour s'assurer que cet avis est traduit oralement ou par un autre moyen de sorte à ce que vous compreniez l'avis.

Vous et l'école pouvez convenir d'apporter des changements à l'IEP sans la tenue d'une réunion du comité ARD. Toutefois, les changements apportés à la détermination de l'admissibilité, les changements dans le placement, et les déterminations de la manifestation doivent être traités lors d'une réunion du comité ARD. Si un IEP est modifié hors d'une réunion du comité ARD, il doit y avoir un document écrit reflétant l'accord sur les modifications. Sur demande, l'école doit vous fournir une copie de l'IEP révisé avec les amendements intégrés. En outre, l'école doit veiller à ce que le comité ARD de l'enfant soit informé de ces changements.

Réévaluation

Une fois que votre enfant commence à recevoir une éducation spéciale et les services connexes, des réévaluations périodiques sont nécessaires. L'école doit faire des efforts raisonnables pour obtenir votre consentement pour une réévaluation. Si vous ne répondez pas malgré des efforts raisonnables, l'école peut procéder à une réévaluation sans votre consentement. Si vous refusez de consentir à la réévaluation de votre enfant, l'école peut, sans y être obligé, solliciter la médiation ou une procédure d'audience régulière pour remplacer votre refus de consentement à la réévaluation. L'école ne viole pas son devoir de *recherche d'enfant* ou son obligation d'évaluer votre enfant si elle ne cherche pas à remplacer votre refus de consentir à la réévaluation. Une réévaluation est similaire à une évaluation initiale. La réévaluation doit être suffisamment complète pour déterminer si votre enfant continue d'avoir un handicap et a besoin de services d'éducation spéciale. Sauf si vous et l'école en convenez autrement, une réévaluation des besoins de votre enfant doit être réalisée au moins tous les trois ans. Pas plus d'une réévaluation doit avoir lieu en un an à moins que vous et l'école ne l'accordiez.

Un examen des données d'évaluation existantes (**REED**, « **review of existing evaluation data** ») doit avoir lieu dans le cadre d'une évaluation initiale et, le cas échéant, dans le cadre d'une réévaluation d'un enfant en vertu de l'IDEA. Une école n'a pas à obtenir votre consentement pour examiner les données d'évaluation existantes. Le REED doit être mené par le comité ARD, vous y compris, mais il n'a pas à avoir lieu lors d'une réunion. Les membres doivent examiner les données d'évaluation existantes sur votre enfant, y compris les informations que vous fournissez, pour déterminer la portée de l'évaluation ou la

réévaluation.

Si votre enfant a déjà reçu une éducation spéciale et des services connexes, le comité ARD décide quelle évaluation supplémentaire, le cas échéant, est nécessaire pour déterminer si des ajouts ou des modifications doivent être apportés à l'éducation spéciale de votre enfant et aux services connexes.

Si le comité ARD décide que l'évaluation supplémentaire n'est pas nécessaire pour déterminer si votre enfant continue d'avoir besoin de services d'éducation spéciale, les raisons de cette décision doivent vous être expliquées. Après avoir expliqué les raisons pour lesquelles le comité ARD a conclu que les données d'évaluation existantes étaient suffisantes, l'école n'a pas à procéder à une nouvelle évaluation afin de réaliser une réévaluation nécessaire sauf si vous le demandez à l'école.

Évaluation d'éducation indépendante

Si vous n'êtes pas d'accord avec une évaluation ou une réévaluation réalisée par l'école, vous pouvez demander une *évaluation scolaire indépendante (IEE, « independent educational evaluation »)* aux frais de l'école. L'école doit vous donner des informations sur l'endroit où une IEE peut être réalisée et doit vous remettre une copie des critères de l'école pour passer une IEE. L'IEE doit répondre aux critères de l'école.

Si vous demandez une IEE, l'école doit soit payer l'IEE, soit solliciter une audience de procédure régulière afin de prouver que son évaluation est appropriée. Vous avez droit à une seule IEE aux frais de l'État à chaque fois que l'école effectue une évaluation que vous contestez. Si l'école sollicite une audience et que l'agent d'audience décide que l'évaluation de l'école est appropriée, vous avez toujours le droit à une IEE, mais pas aux frais de l'école. Les informations obtenues à partir d'une EEI qui satisfait aux critères de l'école doivent être considérées par le comité ARD à l'égard de la fourniture d'une FAPE indépendamment du fait que l'école paie pour l'IEE.

Rétractation de consentement concernant les services

Tout comme vous disposez de l'autorité pour consentir à la prestation initiale d'éducation spéciale et aux services connexes, vous disposez de l'autorité nécessaire pour révoquer votre consentement aux services. Votre révocation de consentement doit être écrite. Une fois que l'école reçoit votre révocation écrite, elle doit mettre en œuvre votre décision. Cependant, avant que l'école n'interrompe les services, elle doit vous remettre un préavis écrit notifiant l'arrêt des services. Bien que l'école doive interrompre les services, elle n'est pas tenue de modifier le dossier scolaire de votre enfant pour enlever des références à l'éducation spéciale précédente de votre enfant, ni des services connexes dans le passé.

Si vous révoquez votre consentement à la prestation continue d'éducation spéciale et des services connexes, votre enfant sera considéré comme un étudiant en éducation générale et n'aura pas droit aux protections prévues par l'IDEA. En outre, si vous révoquez votre consentement pour les services, l'école n'est pas tenue de recourir à la médiation ou à une audience de procédure régulière pour tenter de modifier ou contester votre décision.

Obtention de diplôme

L'un des objectifs du système d'éducation publique au Texas est que tous les élèves restent à l'école jusqu'à ce qu'ils obtiennent un diplôme d'études secondaires. Les étudiants doivent répondre à certaines normes afin d'obtenir leur diplôme standard d'études secondaires. Pour un enfant qui reçoit des services d'éducation spéciale, l'école doit suivre certaines

procédures lors de la préparation d'un diplôme d'un étudiant ou mettre fin aux services d'éducation spéciale de l'étudiant parce que l'étudiant ne répond plus au critère d'admissibilité de l'âge. En outre, le comité ARD joue un rôle important dans certaines des décisions relatives à l'obtention de diplôme.

En vertu de l'IDEA, les services d'éducation spéciale doivent être disponibles pour un enfant ou un adulte étudiant admissibles jusqu'à ce qu'il ou elle soit titulaire d'un diplôme d'études secondaires standard ou dépasse l'âge des exigences d'admissibilité pour l'éducation spéciale en vertu du droit de l'État, qui est de 21 ans au Texas. Un étudiant adulte qui reçoit des services d'éducation spéciale et qui a 21 ans le 1er septembre de l'année scolaire est admissible aux services jusqu'à la fin de cette année scolaire, ou jusqu'à l'obtention du diplôme standard d'études secondaires, en répondant aux normes du programme et aux exigences de crédit applicables aux étudiants dans l'enseignement général, selon la première éventualité.

Lorsqu'en raison de l'obtention du diplôme d'études secondaires standard ou en raison du dépassement de l'âge d'admissibilité à l'éducation spéciale des enfants adultes, les services d'éducation spéciale de votre enfant sont interrompus, l'école doit vous remettre un préavis écrit notifiant la cessation des services. En outre, l'école doit donner à l'enfant ou l'élève adulte un relevé de ses résultats scolaires et de sa performance fonctionnelle.

Un enfant ou élève adulte qui reçoit des services d'éducation spéciale peut recevoir un diplôme d'études secondaires standard répondant aux mêmes normes de programme et exigences de crédit applicables aux élèves de l'enseignement général en vertu de l'un des quatre programmes d'obtention de diplôme (c.-à-d., le « Foundation High School Program », le « Recommended High School Program », le « Distinguished Achievement High School Program », ou le « Minimum High School Program »), ainsi que le passage des évaluations requises par l'État.

Alors qu'il est permis pour un enfant ou un élève adulte d'obtenir son diplôme dans le cadre du « Foundation High School Program » ou le « Minimum High School Program » sans passer les évaluations requises de l'État, à condition que le comité ARD détermine que le passage des évaluations n'est pas nécessaire pour l'obtention du diplôme, un enfant ou un adulte étudiant ne peut pas obtenir son diplôme dans le cadre du « Recommended High School Program » ou le « Minimum High School Program » sans avoir passé les évaluations de l'État.

Un enfant ou l'élève adulte qui reçoit des services d'éducation spéciale peut également obtenir un diplôme d'études secondaires standard en démontrant la maîtrise des normes pédagogiques requises par un ou plusieurs des cours ayant un contenu modifié aligné aux normes requises dans le cadre du « Foundation High School Program » ou du « Minimum High School Program », ainsi qu'en remplissant les exigences de crédit dans le cadre du programme du diplôme applicable. En outre, l'enfant ou l'élève adulte doit passer les évaluations requises de l'État, sauf si le comité ARD détermine que le passage des évaluations n'est pas nécessaire pour l'obtention du diplôme. Un enfant ou un adulte diplômé de cette manière doit également réussir son IEP et satisfaire à au moins l'une des quatre conditions énoncées dans le règlement de la TEA.

L'école doit fournir une évaluation dans le cadre du relevé des résultats scolaires et de la performance fonctionnelle à un enfant ou un adulte diplômé de cette manière, à moins que l'enfant ne réponde plus aux critères d'admissibilité de l'âge pour les services d'éducation spéciale. Un enfant ou l'élève adulte qui obtient son diplôme, mais a moins de 22 ans peut, dans certaines circonstances, être en mesure de retourner à l'école et recevoir des services jusqu'à la fin de l'année scolaire durant laquelle il a eu 22 ans. Si votre enfant essaie de revenir après avoir obtenu son diplôme, le comité ARD devra déterminer les services

éducatifs nécessaires.

Discipline

Il existe des règles particulières applicables pour les mesures disciplinaires prises contre un enfant avec un handicap différentes des mesures prises contre les étudiants non handicapés. Généralement, un enfant ayant un handicap ne peut pas être renvoyé de son placement éducatif actuel pendant plus de 10 jours scolaires consécutifs si la faute était liée à son handicap. En outre, certaines situations disciplinaires, qui surviennent en relation avec un étudiant ayant un handicap, engendrent l'exigence de la tenue d'une réunion du comité ARD.

Renvois à court-terme

Les responsables scolaires peuvent renvoyer votre enfant de son placement éducatif actuel si votre enfant viole le code de conduite de l'étudiant. Ce renvoi peut être approprié à un *cadre éducatif alternatif provisoire (IAES, « interim alternative educational setting »)*, un autre cadre, ou une suspension n'excédant pas les 10 jours scolaires consécutifs (dans la mesure où la décision disciplinaire est appliquée aux enfants non handicapés) ; et, pour les renvois supplémentaires de 10 jours scolaires consécutifs au maximum dans la même année scolaire pour des incidents distincts de mauvaise conduite (tant que ces déménagements ne constituent pas un changement dans le placement). Ceci est souvent désigné sous le nom de la *Règle des 10 jours*.

Les renvois disciplinaires de 10 jours scolaires consécutifs ou moins n'engendrent pas l'obligation de la tenue d'une réunion du comité ARD. L'école est seulement tenue de fournir des services à votre enfant lors d'un renvoi à court terme si elle fournit des services à un enfant sans handicap qui est renvoyé de façon similaire.

Les renvois cumulatifs totalisant 10 jours ou plus

Les responsables scolaires peuvent exiger des renvois supplémentaires à court terme dans la même année scolaire pour des incidents de mauvaise conduite, à condition que ces renvois ne constituent pas un changement de placement. Une fois que votre enfant a été renvoyé pendant 10 jours scolaires cumulatifs dans la même année scolaire, si le renvoi actuel n'est pas de plus de 10 jours scolaires consécutifs et ne constitue pas un changement de placement, l'école doit fournir des services afin de permettre à votre enfant de continuer à participer au programme d'enseignement général, bien que dans un autre cadre, et progresser vers l'atteinte des objectifs énoncés dans l'IEP de votre enfant. Le personnel scolaire doit consulter au moins un des enseignants de votre enfant pour décider quels sont les services nécessaires.

Changement de placement

Le renvoi d'un enfant ayant un handicap de son placement éducatif actuel constitue un *changement de placement* si le renvoi est de plus de 10 jours scolaires consécutifs ou l'enfant a fait l'objet d'une série de renvois qui constituent un schéma. Un schéma de renvoi est constitué quand :

- les renvois totalisent plus de 10 jours scolaires dans une année scolaire ;
- le comportement de l'enfant est en grande partie similaire au comportement de l'enfant dans des incidents passés qui ont abouti à la série de renvois ; et
- d'autres facteurs tels que la durée des renvois, le nombre total de fois où l'enfant a été renvoyé et la fréquence des renvois.

L'école déterminera au cas par cas si le schéma des renvois équivaut à un changement de placement. Vous pouvez contester la décision de l'école à ce sujet lors d'une audience de procédure régulière ou une procédure judiciaire.

Si l'école propose un renvoi qui constituera un changement de placement, les autorités scolaires devront vous informer de cette décision et vous fournir une copie de l'[Avis de garanties procédurales](#). Cela doit être fait le jour où la décision de changer l'enfant de placement est prise. En outre, l'école doit tenir une réunion du comité ARD afin de procéder à ce qu'on appelle *la détermination de manifestation*.

Manifestation de détermination

Lors de la réalisation d'une manifestation de détermination, le comité ARD doit examiner toutes les informations pertinentes dans le dossier de votre enfant, y compris l'IEP de l'enfant, les observations de l'enseignant, et toute information pertinente que vous avez fournie afin de déterminer si :

- la conduite en question a été causée par, ou a eu une relation directe et substantielle avec, le handicap de votre enfant ; ou
- le comportement en question est le résultat direct de l'échec de l'école à mettre en œuvre l'IEP.

Si le comité ARD détermine que l'une de ces conditions est remplie, alors la conduite est une manifestation du handicap de l'enfant. Si le comité ARD détermine qu'aucune de ces conditions n'est remplie, alors la conduite n'est pas une manifestation du handicap de l'enfant.

Lorsque la conduite est une manifestation

Si la conduite est une manifestation du handicap de votre enfant, le comité ARD doit :

- mener une *évaluation fonctionnelle du comportement (FBA, « functional behavioral assessment »)*, à moins que l'école ait mené une FBA avant que le comportement qui a entraîné le changement de placement n'ait eu lieu, et ait mis en œuvre un BIP ; ou
- si un BIP a déjà été élaboré, examiner le BIP et le modifier si nécessaire pour traiter le comportement.

En outre, le comité ARD doit réassigner votre enfant au placement duquel votre enfant a été renvoyé à moins que :

- vous et l'école accordez un changement de placement dans le cadre de la modification du BIP de votre enfant ; ou
- la violation du code de conduite de l'étudiant par votre enfant implique l'une des circonstances particulières décrites ci-dessous.

Si le comité ARD conclut que le comportement de votre enfant a été le résultat direct de l'échec de l'école à mettre en œuvre l'IEP de votre enfant, l'école doit prendre des mesures immédiates pour remédier à ces lacunes.

Lorsque la conduite n'est pas une manifestation

Si la conduite n'était pas une manifestation du handicap de votre enfant, le personnel scolaire peut discipliner votre enfant de la même manière que les autres enfants, à l'exception que les services éducatifs appropriés doivent se poursuivre. Le comité ARD de l'enfant déterminera l'IAES dans lequel l'enfant sera suivi.

Circonstances particulières

Le personnel scolaire peut renvoyer votre enfant à un IAES pour une durée allant jusqu'à 45 jours scolaires, sans égard au fait que le comportement soit une manifestation de son handicap dans le cas où votre enfant :

- porte ou possède une arme à l'école, dans les locaux de l'école, ou lors d'une activité de l'école ;
- possède ou utilise sciemment des drogues illégales ou vend ou sollicite la vente d'une substance contrôlée à l'école, dans les locaux de l'école, ou lors d'une activité de l'école ;
ou
- a infligé des lésions corporelles graves à une autre personne à l'école, dans les locaux de l'école, ou lors d'une activité de l'école.

Le comité ARD déterminera l'IAES dans lequel l'enfant sera suivi.

Protections pour les enfants qui ne sont pas encore déterminés comme étant admissibles

Si votre enfant n'a pas été déterminé comme étant admissible à l'éducation spéciale et aux services connexes, mais a eu un comportement contraire au code de conduite de l'étudiant, votre enfant a droit aux protections procédurales en vertu de l'IDEA si l'école avait connaissance que votre enfant était un enfant ayant un handicap avant que le comportement n'ait eu lieu. Des informations supplémentaires à ce sujet sont disponibles dans l'[Avis de garanties procédurales](#).

Audience de procédure régulière accélérée

Si vous êtes en désaccord avec une décision de placement en IAES ou une détermination de manifestation, vous pouvez solliciter une audience de procédure régulière accélérée. L'école peut également solliciter une audience de procédure régulière si l'école souhaite contester le retour à l'école de votre enfant après que le comité ARD a déterminé que son comportement était une manifestation de son handicap.

Résolution de conflits

De temps en temps, des litiges peuvent survenir concernant l'identification, l'évaluation, le placement scolaire, ou la fourniture d'une FAPE à votre enfant handicapé. Si un désaccord a lieu, vous êtes fortement encouragé à travailler avec le personnel de l'école pour résoudre les différends au fur et à mesure qu'ils surviennent. Vous pouvez demander à l'école quelles sont les options de résolution des différends qu'elle offre aux parents. La TEA offre quatre options formelles pour résoudre les désaccords relatifs à l'éducation spéciale : la facilitation d'une IEP de l'État, les services de médiation, le processus de règlement des plaintes relatives à l'éducation spéciale, et le programme d'audience de procédure régulière.

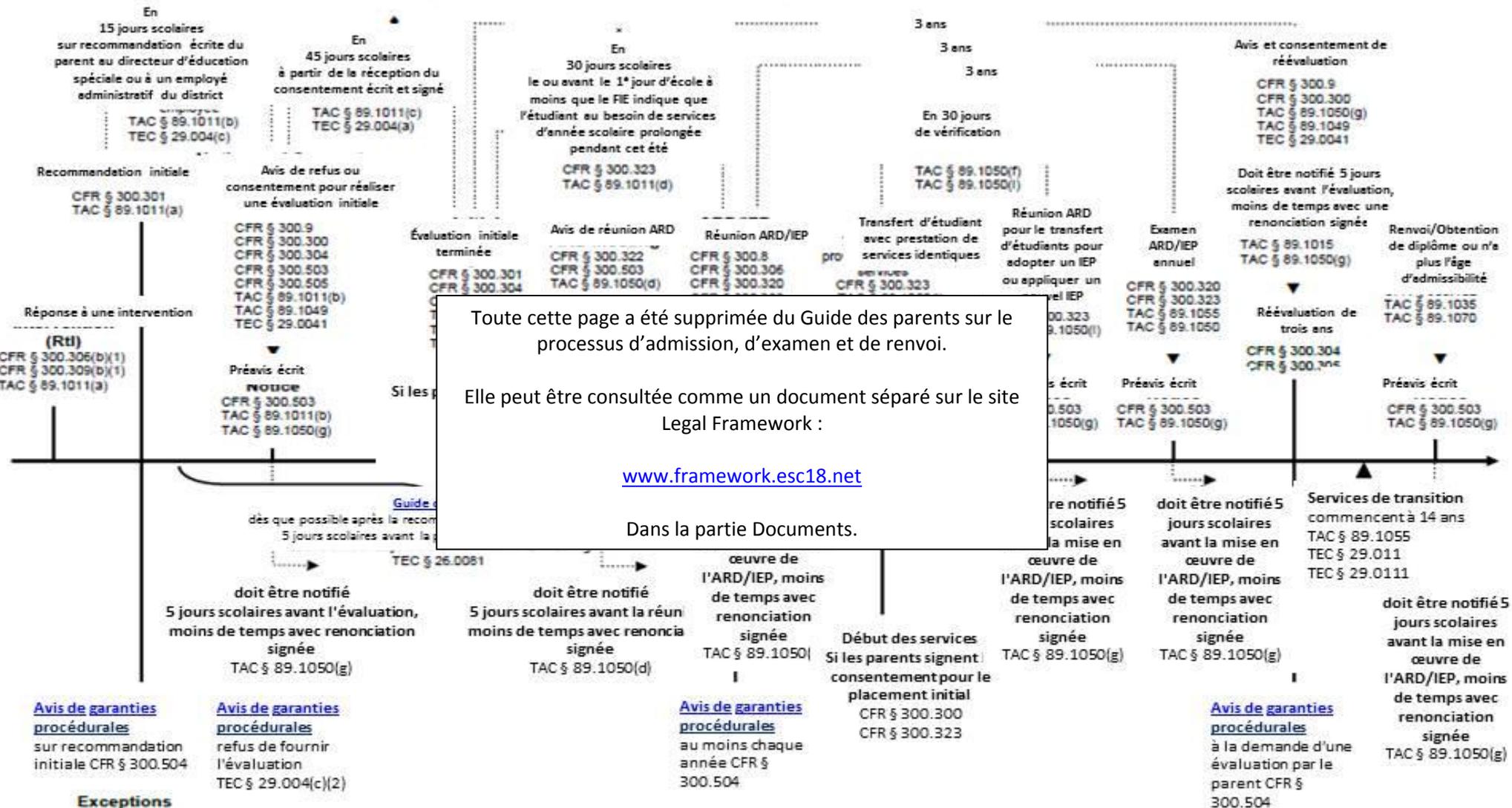
Des informations sur les options de résolution des différends de la TEA sont disponibles dans l'[Avis de garanties procédurales](#) et sur le site de la TEA : http://tea.texas.gov/About_TEA/Legal_Services/Special_Education/Office_of_Legal_Services, [Informations générales sur l'éducation spéciale](#).

Aide supplémentaire

Pour une liste complète des définitions des acronymes retrouvés dans ce document, veuillez visiter : <http://framework.esc18.net/display/Webforms/ESC-FW-Glossary.aspx?DT=G&LID=en>.

Des exemplaires de l'[Avis de garanties procédurales](http://framework.esc18.net/) sont disponibles en anglais et en espagnol sur le site suivant <http://framework.esc18.net/> ou vous pouvez en demander une copie au conseiller de l'école ou au département d'éducation spéciale de l'école.

Calendrier | Processus d'éducation spécialisée axée sur l'enfant



Avis de garanties procédurales sur recommandation initiale CFR § 300.504

Avis de garanties procédurales refus de fournir l'évaluation TEC § 29.004(c)(2)

Avis de garanties procédurales au moins chaque année CFR § 300.504

Avis de garanties procédurales à la demande d'une évaluation par le parent CFR § 300.504

Exceptions

- ◆ Parent qui à plusieurs reprises omet ou refuse de présenter l'enfant [CFR § 300.301(d)(1)] ; ou
- ◆ Enfant qui est inscrit dans une école publique, transféré d'un autre LEA alors que l'évaluation est en attente (se référer au cadre d'un [enfant qui est transféré](#)) ; ou
- ◆ Enfant qui est inscrit à l'école publique, absent pendant trois jours ou plus au cours de la période d'évaluation (prolongés par le nombre de jours scolaires d'absence) [TEC 29.004(a)(1)] ; TAC § 89.1011(c)(i) ; ou
- * ◆ Le consentement est reçu au moins 35 jours scolaires, mais moins de 45 jours scolaires, avant la fin de l'année scolaire (du le 30 juin) ; et l'ARD initial doit être tenu le 15ème jour scolaire de l'année scolaire suivante. Si l'enfant est absent trois jours ou plus au cours de la période, l'évaluation est exigible dans les 45 jours scolaires, plus le nombre de jours d'absence [TEC § 29.004(a-1) ; TEC § 29.004(a)(1) ; TAC § 89.1011(e) ; TAC § 89.1011(c)(i)].